

22 DÉCEMBRE 2023

EUROPE INFO HEBDO



SOMMET UE BALKANS, UKRAINE, ÉLECTIONS EN SERBIE

L'année 2023 touche à sa fin. Avec le solstice d'hiver s'ouvre le temps de prendre un peu de recul, des célébrations, des réunions familiales et de la chaleur des amitiés.

Avec cette EIH un peu allégée, toute l'équipe vous souhaite d'excellentes fêtes de fin d'année, et un passage en douceur dans la nouvelle année 2024.

Rendez-vous le 8 janvier prochain.

Elise Bernard,
Carla Boyer,
Elisa Camia,
Alexandra Chteoui,
Zaineb El Boudour El Idrissi,
Edouard Gaudot,
Iris Herbelot,
Fjollë Ibrahimi,
Tom Landfried,
Alexandre Simonin,
Euan Walker.

Bonne lecture et Joyeuses fêtes!



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



ÉLARGISSEMENT, BUDGET, **DRINK ME**

Nous l'avons déjà souligné, l'élargissement était le cœur du dernier Conseil européen (cf. [EIH 18/12/2023](#)). Les 27 (-1 en fait) ont accordé le statut de candidat à la Géorgie, et ouvert les négociations d'adhésion avec la Moldavie et l'Ukraine, malgré l'opposition répétée de la Hongrie.

- Les États membres réunis en Conseil ont ainsi suivi les recommandations de la Commission européenne.
 - Une décision immédiatement saluée par V. Zelensky : "C'est une victoire pour l'Ukraine. Une victoire pour toute l'Europe."
- La procédure d'adhésion est encore longue et remplie d'étapes.
 - Le Premier ministre hongrois a préféré quitter la salle pour éviter de voter et laisser la décision suivre son cours.
 - Il s'est donc abstenu
 - Il pourra à l'avenir encore faire pression et continuer à se positionner contre l'adhésion de l'Ukraine à l'UE.
- Cette décision est encourageante et renvoie l'image d'une Union européenne soudée, concernée par le sort de l'Ukraine, alors que des discours de fatigue vis-à-vis de la guerre commençaient à se faire entendre parmi les différents gouvernements.
 - La vice-première ministre ukrainienne se disait inquiète à l'approche de ce sommet.
 - Cette décision envoie aussi un message fort aux Etats-Unis - dont le soutien à l'Ukraine faiblit.
 - Le message envoyé à la Russie et à son dirigeant est aussi très important.

Pour le vote d'une aide à envoyer à l'Ukraine cependant le représentant hongrois ne s'est pas abstenu, il a opposé son veto.

- Selon lui, les Européens devaient voter pour envoyer une aide de 50 milliards d'euros en soutien à l'Ukraine.
- Un sommet extraordinaire aura lieu au début du mois de janvier 2024, pour tenter de trouver une solution pour à l'Ukraine qui lutte contre l'invasion.
 - L'idée d'une aide à 26 est envisagée.
- En effet, il y avait aussi des questions budgétaires au menu du Conseil européen.
 - Les 27 devront y revenir en janvier.
 - Difficile d'imaginer la position hongroise sur l'aide à l'Ukraine évoluer au cours des cinq prochaines semaines.
 - Il faudra donc voir si Viktor Orbán maintient son veto ou s'il conclut un accord concernant les 20 milliards d'euros de fonds restants que l'UE lui refuse.
 - D'une certaine façon, la défense de l'État de droit est en train de reculer à bas bruit.
 - L'autre sujet était la proposition de mini-budget de la Commission européenne dans plusieurs autres catégories.
 - Sans la composante "prêt" du paquet d'aide à l'Ukraine, la Commission avait demandé un total de 65,8 milliards d'euros d'argent frais.
 - Malheureusement, avec la résurgence des politiques d'austérité budgétaire (surtout en Allemagne, cf. [EIH 11/12/2023](#)), le Conseil n'a approuvé que 21 milliards d'euros
 - Y compris les 17 milliards d'euros de subventions accordées à l'Ukraine.

Les États membres ont donc essentiellement supprimé tout le reste de l'argent frais demandé par la Commission. Il reste à voir comment ils vont pouvoir envisager désormais le financement des ambitions industrielles, écologiques et militaires affichées à chaque grand discours sur l'état de l'Union ou d'inauguration des présidences tournantes du Conseil.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



BALKANS, ÉLECTIONS, ÉLARGISSEMENT, EAT ME

Le Conseil européen s'est aussi concentré sur les "anciens" candidats. En effet, même si la tendance est souvent de les oublier, on relève quelques avancées du fait de l'importance du sujet.

- D'abord parce que l'Autriche et la Hongrie sont particulièrement attachés au fait que les 6 Etats des Balkans rejoignent l'UE.
 - V. Orban compte même en faire sa priorité lors de la présidence du Conseil de l'UE par la Hongrie, au deuxième semestre 2024.
- Le Conseil a aussi décidé l'ouverture des négociations avec la Bosnie-Herzégovine.
 - Mais seulement quand la fédération pays aura mis en place "les réformes nécessaires" pour répondre aux critères d'adhésion.

La promesse d'élargissement était aussi au cœur des élections législatives anticipées en Serbie ce 17 décembre 2023. 18 mois seulement après les dernières élections législatives, elles avaient été convoquées en novembre, après d'importantes manifestations.

- Le président Aleksandar Vucic revendique la victoire de son parti politique de droite nationaliste, le SNS, qui passerait de 120 sièges lors de la précédente législature à 127 aujourd'hui.
 - Un score qui lui confère la majorité absolue du Parlement serbe qui compte 250 sièges.
 - Cette victoire a été confirmée par la commission électorale serbe.
 - La principale force d'opposition, la coalition "La Serbie contre la violence (SPN)" a remporté 23,5% des voix.
 - Elle dénonce une campagne biaisée, durant laquelle des pressions et des achats de votes ont été observés.
 - La victoire était pressentie. Les sondages donnaient en effet le parti du président Vudic en tête.
 - Ce dernier, omniprésent dans les médias pendant la campagne, avait fait de ces élections une sorte de référendum pour ou contre sa personne.
- Ces élections anticipées interviennent dans un contexte particulièrement délicat en Serbie.
 - Économiquement, l'inflation a frappé une grande partie de la population, en particulier sur les produits alimentaires.
 - D'un point de vue sécuritaire, on souligne d'importantes manifestations au mois de mai, consécutivement à deux fusillades faisant 19 morts.
 - La Serbie est le 3e pays du monde en termes de circulation d'armes à feu.
- La coalition d'opposition ne reconnaît pas la victoire du SNS, et exige un nouveau scrutin.
 - Elle dénonce notamment des fraudes et des irrégularités pendant le vote, comme l'explique le Guardian.
 - Des Serbes de Bosnie auraient été amenés à Belgrade pour le vote.
 - Des documents d'identité leur auraient été donnés spécialement à cette occasion, alors qu'ils ne résident pas en République de Serbie.
 - Elle a annoncé qu'elle porterait plainte et a appelé les Serbes à manifester.
 - Pour aller plus loin, ce podcast de France Culture permet de mieux saisir les enjeux.
- La Serbie est candidate depuis 2012 à une entrée dans l'Union européenne.
 - Cependant, la politique mise en place par le président Vucic, depuis 2014, ainsi que les relations du pays avec le Kosovo voisin, compromettent sa perspective d'adhésion.